

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°5—114
1er mars
2023

Retraites : c'est dans la rue et par la grève qu'on gagnera

Les débats à l'Assemblée nationale se sont terminés sans le vote de l'article portant le droit à la retraite à 64 ans et la durée de cotisation à 43 ans. Durant cette séquence parlementaire, nous avons assisté à une mascarade sans grand intérêt mais qui aura néanmoins permis que le mensonge des retraites minimales à 1200 euros bruts soit démasqué et qu'au final le projet de loi ne soit pas voté.

En grève à partir des 7 et 8 mars

Une chose est maintenant sûre : ce n'est ni à l'Assemblée nationale ni au Sénat que nous gagnerons la bataille, mais bien par la grève, les manifestations et le blocage du pays. L'objectif est de faire mal à la classe dominante, c'est-à-dire au gouvernement et au patronat. Les mardi 7 et mercredi 8 mars, par tous les moyens possibles, il faut arrêter le travail, bloquer la production, construire partout des manifestations encore plus importantes que les précédentes pour montrer notre détermination.

Le mercredi 8 mars, journée internationale pour les droits des femmes, va jouer un rôle important car, comme toutes les réformes des retraites, le projet du gouvernement pénalise plus fortement les femmes, qui ont des carrières plus chaotiques que les hommes. L'histoire l'a prouvé maintes fois, les revendications féministes ouvrent toujours la voie à une société plus juste et à une révolte populaire contre les classes possédantes.

Le jeudi 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à une grande mobilisation. L'entrée de la jeunesse dans le mouvement doit être encouragée par toutes, en allant devant les lycées empêcher les interventions policières, en aidant les jeunes à organiser des assemblées générales de discussion, à manifester ou à mettre en place leurs autres projets dynamiques et entraînants !

Bloquons le pays !

Par la suite, le mouvement doit se poursuivre par une grève reconductible. Dans de nombreux secteurs, les syndicats appellent à la grève reconductible à partir du 7 mars. C'est positif, mais maintenant c'est dans chaque entreprise, chaque service et établissement, chaque lieu de travail, que la question de la grève reconductible et de l'occupation doit se poser.

L'histoire récente le montre, la grève par procuration ne fonctionne pas. Pour gagner, il va falloir s'y mettre partout et en même temps ! Nous avons quelques jours pour faire en sorte que chacunE se prépare à un mouvement dur, en organisant la solidarité entre grévistes, en publiant des appels unitaires à s'engager dans la grève et à la reconduire.

L'épreuve de force contre Macron est lancée, il faut la gagner

Ce pouvoir ne connaît que le rapport de forces. Nous devons fédérer toutes les colères contre lui, et faire fleurir toutes nos revendications. Chaque revendication, que ce soit sur les salaires, sur l'emploi, sur le retour de la retraite à 60 ans et aux 37,5 annuités, contre le service national universel a d'autant plus de possibilité de gagner dans un contexte de lutte globale contre le gouvernement.

SalariéEs en lutte, jeunes, habitantEs des quartiers populaires, Gilets jaunes... nous avons toutes et tous intérêt à construire maintenant un mouvement politique contre Macron, contre les logiques capitalistes qui visent à nous faire travailler plus, pour de moins en moins cher. De l'argent, il y a en plein les caisses du grand patronat, du CAC40. Prenons-le pour organiser la société autrement, pour nos besoins sociaux, pour faire des choix sociaux et environnementaux qui feront vivre les classes populaires mieux et durablement.

Le NPA propose de construire une alternative politique à Macron, issue de la mobilisation, avec toutes celles et ceux qui veulent en finir avec les politiques pro-capitalistes, vers une société libérée de l'exploitation et des oppressions.



MARDI 7 MARS
le pays malouin
à l'ARRET !

MANIFESTATIONS

SAINT-MALO

11h Médiathèque
COMBOURG

18h parvis Lycée

COMBOURG

MARDI 7 MARS 18H
(PARVIS DU LYCÉE) PARCOURS RALLONGÉ

MANIFESTATION

Retraite aux flambeaux contre la réforme des retraites.
Objectif: dépassons les 1000 !



Pour prendre contact avec le NPA

npasaintmalo@gmail.com

avec Olivier Besancenot, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

BREVES DE PONTONS

Terminal ferries, un projet à forte motivation capitalistique sérieusement contesté

En 2020, la région Bretagne a lancé un projet ambitieux de rénovation du terminal ferries du Naye. Cette opération vise à développer l'attractivité du port de Saint-Malo en augmentant le trafic maritime, tant pour ce qui concerne le transport de passagers que le transfert de fret trans-Manche. La croissance de ces activités impliquent une amélioration des accès maritimes du port et une modernisation des installations du terminal ferries.

Se prévalant d'une méthodologie d'élaboration réputée aussi démocratique qu'exemplaire, la Région avait organisé, sous le contrôle de la Commission nationale du débat public (CNDP), « un important dispositif de concertation ». Ainsi des réunions publiques et ateliers avaient été organisés à partir d'octobre 2020. Pour être franc, on sentait déjà que l'objectif de cette « concertation » était de faire valider un projet déjà fort avancé. A telle enseigne que sur les 3 scénarios de restructuration du terminal envisagés, un seul, le plus ambitieux...et onéreux était réellement exposé en détail. Celui-ci correspondait sans doute à la demande des deux compagnies maritimes, exploitant actuellement les liaisons trans Manche ou avec les îles anglo-normandes.

En avril 2022, le projet était voté par le Conseil Régional puis présenté au public le 31 mai 2022..

Sauf que depuis, des riverains du secteur des Bas-Sablons ont soulevé un lièvre, qui avait été savamment éludé ou masqué dans les réunions ouvertes au public, celui de l'impact visuel du projet. Il s'avère en effet que les bâtiments de la gare maritime et la passerelle les reliant au poste 1 de débarquement, constitueraient un véritable barrage visuel bloquant la vue d'Intra-Muros depuis la digue et la plage des Bas-Sablons mais aussi limitant la vue de Saint-Servan depuis l'Intra-Muros.

200 personnes ont assisté récemment à une réunion publique initiée par le « collectif Sablons » au cours de laquelle plusieurs intervenants ont, à juste titre, dénoncé le fait que la configuration ambitieuse et les dimensions des constructions prévues au projet ne sont que la conséquence:

- de l'objectif des armateurs de capter de nouveaux marchés de fret,
- de la volonté du conseil régional d'accueillir aux postes d'amarrage des navires à grande vitesse et de plus grande dimension ainsi que de permettre de faire de la gare maritime « une interface touristique et un lieu d'animation urbaine », autrement dit d'y installer des activités marchandes.

Face à ce choix politique et ses conséquences en matière d'impact visuel, les riverains des Sablons demandent la révision du projet. Les élu.es municipaux restent pour leur part fort discrets sur ce sujet.

On verra la suite que donnera à cette affaire, le vice-président du Conseil Régional et ancien malouin S. Perrin qui déclarait il y a quelques mois que « Le port ne pourra se développer que s'il y a une acceptabilité sociale » (« commission ad hoc du port » octobre 2021).

Léonard

Restructuration hospitalière, attermolements et pressions

- Toujours pas de suites au passage du projet de restructuration hospitalière devant la Conseil National de l'Investissement en Santé.
- Toujours pas de décision en matière de localisation du futur hôpital technique.

Sur ce dernier point, chaque jour met en lumière les conséquences des pratiques opaques des décideurs sur ce dossier. Les exploitants agricoles de la zone des Mottais sont montés au créneau refusant légitimement que de nouvelles terres agricoles de grande qualité agronomique soient urbanisées. De son côté, le Maire de Dinan a tenté de se refaire une virginité dans ce dossier en proposant, non sans céder à la provocation, l'installation du plateau technique territorial à Dinan (Ouest-France du 18/02) ! Puis, les responsables médicaux de sortir de leur silence pour mettre la pression en soulignant dans une lettre ouverte aux élu.es l'urgence d'une décision. Puis encore, communiqué des représentants d'usagers (qui ?) intervenant sur un registre voisin en soutien à la lettre de cadrage initiale. Et enfin, prise de position identique du Conseil Territorial de Santé (du secteur sanitaire)..

Comme quoi à défaut d'un débat public sur ce dossier hospitalier, on a une cacophonie dans la presse !

A moins que celle-ci ait quelque utilité pour masquer les sujets de fond tels l'accès aux soins pour tous et le lien entre l'hôpital et la médecine de ville ou encore comment lutter contre la constitution de déserts médicaux sur le territoire, Et pourtant des pistes existent comme l'a démontré avec brio le Pr Grimaldi, qui était l'invité de la coordination Le Monde d'Après et de Dinan diver'Cité, jeudi 23/02.

UKRAINE: UNE ANNEE D'ESCALADE DANS LA GUERRE

Le 24 février, il y a eu un an que Poutine déclenchait sa guerre impériale, brutale et meurtrière contre l'Ukraine.

Le 24 février s'est tenu sur le parvis de la gare de Saint-Malo, un rassemblement initié d'une part par une quinzaine de militant.es politiques et syndicaux du pays malouin et d'autre part par d'autres orgas dont le Mouvement de la Paix, avec deux exigences communes: un cessez-le-feu en Ukraine et le retrait des troupes russes de son territoire.

Malgré le contexte actuel où les médias développent en boucle les thèmes bellicistes, nationalistes et « d'union sacrée » en faveur d'une victoire militaire de l'Ukraine, cette initiative a tout de même rassemblé une cinquantaine de personnes.

Elle aura permis d'exprimer la solidarité nécessaire avec tous les groupes et personnes qui en Russie, en Ukraine, comme en Biélorussie s'opposent à la poursuite de la guerre.

Ceci par des prises de paroles mais aussi par des chants pacifistes ou antimilitaristes, tels « la butte rouge », la « chanson de Craonne » ou le 3ème couplet de « l'Internationale », ce qui ne manquaient d'à propos.

Naturellement cette initiative ne clôt pas le débat sur les risques majeurs que fait courir la poursuite de cette guerre, sachant que l'analyse des événements d'Ukraine et de leurs impacts en Europe et au-delà, divise les organisations ouvrières et démocratiques entre elles et à l'intérieur d'elles.

DB

POLLUTION DE L'AIR, AIR BREIZH ET TIMAC AGRO

Alors que l'on est toujours dans l'attente des résultats de l'expertise judiciaire, ordonnée par le Tribunal de Saint-Malo en juillet 2020, sur les troubles anormaux de voisinage (nuisances olfactives, rejets d'ammoniac, de poussières et de fumées) générés par les usines de TIMAC Agro et leurs éventuelles incidences en termes sanitaires, voilà qu'une étude d'Air Breizh (*)  tablit un lien entre les fortes concentrations d'ammoniac mesurées à Saint-Malo et les activités du groupe Roullier, en particulier de son site de production de la zone industrielle.

On attend donc avec impatience la réaction des pouvoirs publics (Préfecture et Agence Régionale de Santé—qui a commandé l'étude dans le cadre du Programme Régional de Santé Environnement 3) et évidemment les conclusions de l'expertise judiciaire.

(*) Air Breizh, association régionale agr e e chargée par l'Etat de la surveillance de la qualité de l'air dans la région Bretagne .

l'Anticapitaliste



REPRENONS !

Suite au dernier congrès du NPA et la séparation

qui s'en est suivie au sein de notre parti et au sein de notre comité du pays malouin, nous nous étions accordés localement pour « *maintenir un cadre unitaire et continuer ensemble, au moins pour une période déterminée, la publication de ROUGE EMERAUDE* ».

Nous sommes parvenus au prix de multiples polémiques et compromis à publier 4 numéros. Mais la majorité d'entre nous a aussi tiré le bilan que ce fonctionnement n'était pas supportable dans la durée et qu'il fallait y mettre un terme du moins dans la forme initialement convenue.

A compter de ce numéro, **ROUGE EMERAUDE** clarifie sa référence politique et redevient donc **le bulletin des mili-**

tant.es du pays malouin se réclamant du NPA, celui d'Olivier Besancenot, de Christine Poupin, de Philippe Poutou et de Pauline Salingue.

Toutefois, il maintient sa volonté d'ouverture et d'accueil à d'autres contributeur-trices du pays malouin se situant dans tout autre courant anticapitaliste. A ce titre, le directeur de la publication réservera une des 4 pages (hors édito) de chaque numéro à l'expression de points de vue d'autres courants, explicitement signés et en veillant au pluralisme des expressions.

Cette formule sera testée au moins tout le temps que durera le mouvement social en cours et sous réserve d'une réorganisation de la structuration du NPA au plan départemental ou national.

DB

point de vue

Comme indiqué ci-dessus, nous avons réservé toute la partie inférieure de cette page à l'expression de point de vue de camarades d'autres courants anticapitalistes. Pour des raisons de délais ou inconnues, ces camarades que nous avons contactés à cet effet il y a 4 jours, n'ont pas donné suite à notre proposition. Nous espérons que ce n'est que partie remise.

Carhaix : l'extrême droite ne fera pas taire la presse bretonne

Plus de 600 personnes se sont rassemblées samedi 25 février à Carhaix en soutien à la rédaction de l'hebdomadaire le « *Poher* », harcelée et menacée de mort par des individus dont on ne peut ignorer l'idéologie fasciste.

Petit florilège : mercredi 8 février, vers 18 h, le téléphone sonne à la rédaction du *Poher*. La personne chargée de l'accueil décroche. Une voix masculine demande à parler au rédacteur en chef, Erwan Chartier, et ajoute : « *À quelle heure je peux passer lui mettre une balle dans la tête ?* ». Avant de raccrocher, l'individu menace du même sort la salariée. Déjà, le 10 février, Erwan Chartier avait reçu un mail : « *On va te crever et te jeter dans une fosse avec les négros que tu aimes tant* ». Et pour finir, lundi 20 février un appel anonyme affirmait qu'une bombe avait été placée dans les locaux du journal.

De Callac à Carhaix

Objet de la haine de la fachosphère, ces journalistes avaient eu l'outrecuidance de parler du projet « Horizon », celui de la municipalité de Callac (22) d'installation et d'insertion de familles de réfugiés. Déjà, à l'automne, l'extrême droite nationale, Reconquête en tête, suivie d'élus RN, s'était déchainée contre ce projet, agitant la menace du « *grand remplacement* », multipliant mensonges, menaces et calomnies sur ses réseaux, mettant au pilori les élus porteurs de ce projet. Malgré la mobilisation antiraciste qui s'était exprimée, la ville annonça le retrait de son projet.

No pasaran

Samedi 25 février, plus de 600 personnes sont venues à l'appel du Club de la presse de Bretagne, des syndicats de journalistes, des syndicats CGT, FSU, Solidaires regroupés dans l'association Visa (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes), ainsi que des organisations politiques, PCF, Jeunes socialistes, EÉLV, UDB, FI, comités Antifa, NPA 29, dont le soutien a été cité par le rédacteur en chef du *Poher*.

Par la voix des diversEs orateurEs, ils et elles ont réaffirmé la nécessité de s'opposer de façon déterminée à l'offensive fasciste et xénophobe, qui dans le pays comme en Europe se développe sous couvert de dédramatisation.

NPA29

Saint-Brévin-les-Pins: l'extrême droite n'empêchera pas la création d'un centre d'accueil pour demandeurEUSES d'asile.

Après Callac, l'extrême droite voulait à nouveau répandre sa haine à Saint-Brévin-les-Pins afin d'empêcher la création d'un centre d'accueil pour demandeurEUSES d'asile.

Avec moins de 200 personnes venues de tout le grand ouest à leur rassemblement, c'est un véritable échec. Echec d'autant plus grand que la réponse unitaire a été forte avec 1200 manifestantES venues clamer leur volonté d'accueil des migrantES. Manifestation courte mais dynamique avec des élus locaux, de nombreuses associations de soutien aux migrantES, des syndicats, des partis et des BrévinoisES qui manifestaient pour la première fois mais aussi des commerçantES et habitantES qui saluaient le cortège.

Réaction rassurante au vu du discours raciste et haineux propagé dans les tracts appelant au rassemblement des xénophobes - la Ligue des Droits de l'Homme a d'ailleurs déposé plainte pour provocation à la haine et la discrimination raciale.

Face à cette mobilisation antifasciste, le préfet a fait le choix de la provocation en expulsant celles et ceux qui refusaient de laisser la place à ces discours de haine. Pour autant, la mobilisation s'est poursuivie toute la journée avec de nombreux slogans et, avec les camarades de l'[UD CGT 44](#) de [Union Solidaires 44](#) des collectifs antifa et d'autres associations, malgré les lacrymogènes, nous avons tenu la rue.

NPA 44

Contre le racisme et la loi Darmanin,
Pour la régularisation des sans-papiers
et l'égalité des droits !

RASSEMBLEMENT
Saint-Malo le 4 mars - 15h
Esplanade Sant-Vincent - Saint-Malo

Organisation:

coordination Le Monde d'Après

POUR LA
RÉGULARISATION
DES SANS-PAPIERS



CONTRE LA LOI
IMMIGRATION DE
DARMANIN

#ContreDarmaninEtSansPapiers
#SolidaritéLibertéÉgalitéPapier

CHRONIQUE DE LA LUTTE CONTRE LA REFORME DES RETRAITES

MERCREDI 8 MARS
LA GREVE
CONTINUE

ET ON SE RETROUVE AU
RASSEMBLEMENT
pour les droits des femmes
SAINT-MALO
17h30 esplanade
Simone Veil

MEETING UNITAIRE DU 4 MARS A SAINT-MALO

Les partis de gauche ont pris l'initiative d'organiser un meeting politique dans le but d'expliquer/valoriser le travail de leurs parlementaires et d'appeler à renforcer la mobilisation et l'accroissement de la lutte décidée par l'intersyndicale à partir du 7 mars.

Le NPA a été sollicité pour participer à cette réunion. Chacun sait que nous n'avons jamais pensé que le sort de la réforme des retraites se jouerait à l'Assemblée Nationale. Et la récente séquence d'examen du texte dans l'hémicycle avec ses tensions, ses excès verbaux l'a largement confirmé.

Pour autant, l'engagement unitaire des forces démocratiques et de gauche en soutien du mouvement social ne peut, par principe, nous être indifférent. C'est la raison pour laquelle nous avons répondu positivement à cette sollicitation et désigné notre camarade Pierre CHAPA, militant syndical et l'un des animateurs du mouvement social dans le secteur de Combourg, pour exprimer notre point de vue sur la lutte en cours.

SAMEDI 4 MARS
17h30
salle Surcouf
Espace Bouvet



METTRE LE PAYS MALOUIN
A L'ARRÊT LE 7 MARS
ET CONTINUER LE 8 MARS,
POUR NOUS C'EST QUOI ?

Le 21 février, l'intersyndicale nationale a réaffirmé son appel à « **mettre le pays à l'arrêt** ».

Pour nous, cela veut dire qu'il ne s'agit plus seulement de se rendre à une manifestation. Il s'agit que des centaines de milliers de personnes prennent en main leur mobilisation en organisant des assemblées générales qui posent pour objectif l'arrêt de la production, de se coordonner inter-professionnellement à l'échelle de zones d'activité pour, par exemple, en bloquer les accès, d'organiser des piquets de grève avec animations (prises de parole, distributions de tracts, repas collectifs...), de mettre en place de formes d'actions directes qui arrêtent la production où la mettent au service des grévistes (actions Robin de bois à EDF,

blocage des routes ou des magasins, pannes non réparées de réseaux informatiques...). **Le 7 mars, tout le monde participe certes aux manifs mais la priorité doit être donnée à la grève active**, à l'arrêt de la production et des services.

L'intersyndicale nationale a appelé à se saisir du 8 mars en raison du caractère particulièrement régressif de la réforme des retraites pour les femmes. C'est un pont d'appui pour que les assemblées générales décident de **reconduire la grève le 8 mars** avec l'objectif de participer au **rassemblement organisé par les féministes**.

Précisons qu'une AG intersyndicale et interpro est organisée à la Maison du Peuple de Saint-Malo après la manif du 7 mars.

De même, le 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à une journée de mobilisation et de manifestations. A cette occasion, les défilés doivent devenir les points de ralliements de tous les secteurs qui seront en grève reconductible.



OSONS! a participé au financement du film sur le mouvement des gilets jaunes bretons

« **Un moment sans retour** »
Celui-ci sera projeté au

Ciné Vauban La Passerelle
jeudi 9 mars à 20h
en présence de son réalisateur
Raymond Macherel
entrée 5€

EN GRANDE-BRETAGNE AUSSI, UN MOUVEMENT SOCIAL PUISSANT

La Grande Bretagne est secouée par une vague de mobilisations sociales sans précédent depuis longtemps. Celle-ci prend sa source dans la crise inflationniste qui a fait exploser le « coût de la vie » pour les britanniques dans le contexte post-Brexit. Mais elle est aussi dopée par la détermination de classe du gouvernement de Rishi Sunak et du patronat qui, à coup de contre-réformes législatives, accroît les obstacles aux actions syndicales (criminalisation des militant-e-s syndicaux, avec licenciement à la clé, amendes massives infligées aux structures syndicales, menaces d'interdiction des manifestations sous prétexte qu'elles pourraient dégénérer) et projette d'instaurer dans de nombreux secteurs des niveaux de service minimum en cas de grève.

Face à cela, on assiste à une mobilisation sociale dont l'ampleur et la durée n'a pas été perçue par la classe dominante. Ainsi, le mouvement de grèves qui a démarré à l'automne 2022 s'est prolongé en Angleterre, dans le Pays de Galles et en Ecosse tout le mois de février et va se poursuivre en mars. Tour à tour, le personnel et les enseignant-e-s de 150 universités, les cheminots, les ambulanciers, les infirmiers et infirmières, les postiers, le secteur des transports de Londres... se sont mis en en grève ou ont engagés des scrutins (la législation britannique subordonne d'ores et déjà la légalité de la grève à l'approbation par vote préalable de la majorité des salariés).

Nous restons attentifs à la lutte de nos camarades britanniques et à ses développements.

